



C'est à l'Etat de financer le CHRU !

Oui, la situation du CHRU est grave !

Elle est grave, pour nous qui travaillons au CHRU comme pour les patients que nous avons à prendre en charge dans des conditions de plus en plus difficiles.

Prenant prétexte du déficit cumulé de 290 millions et un endettement de 400 millions d'euros, le gouvernement et l'ARS menacent de ne pas débloquer des crédits au CHRU si nous ne faisons pas de nouveaux efforts : encore 400 postes au minimum à supprimer d'ici 2022 (c'est demain), encore des fermetures de lits.

Mais nous n'arrêtons pas de faire des efforts ! Cela fait des années que nous subissons des réorganisations censées sortir le CHRU de cette situation... pour s'entendre dire aujourd'hui par la direction que « du fait de 13 ans de déficits successifs, le déficit cumulé est important et impacte notre trésorerie » !

Nous ne sommes pas responsables de cette situation !

Si difficultés financières il y a, elles proviennent du seul fait que les hôpitaux publics ne sont plus financés par l'Etat. Depuis 2004 la T2A (Tarification A l'Activité) est appliquée, imposant à chaque hôpital de se financer par son activité. Comme si un service public comme l'hôpital pouvait être rentable !

Et, comme chaque année les remboursements des actes sont revus à la baisse par tous les gouvernements qui se sont succédés, les hôpitaux courent après leur déficit à coups de plans de retour à l'équilibre sans le rattraper.

Tous les établissements hospitaliers se sont alors retrouvés en déficit. Pour financer leurs déficits ils se sont tous endettés, pour le plus grand profit des banques qui s'enrichissent maintenant sur l'hôpital en lui faisant payer des intérêts.

C'en est trop : trop d'efforts, trop de mensonges !

En septembre nous avons été plusieurs centaines à manifester au CHRU. Il y a bien longtemps qu'on n'avait pas été si nombreux, toutes catégories unies dans la même action.

Le gouvernement a entendu notre protestation, mais cela ne suffira évidemment pas à le faire changer de politique. Il faut poursuivre et amplifier la mobilisation !

Avec le soutien des agents du CHRU, de la population, et des autres hôpitaux,

Refusons qu'on détruise nos conditions de vie !

Refusons qu'on détruise l'hôpital !

De l'argent il y en a : l'argent des impôts doit servir à financer l'hôpital.

Le 22 octobre 2018 le directeur de l'ARS a donné rendez-vous aux députés et sénateurs de Meurthe et Moselle à 10h pour évoquer la situation de notre hôpital

PROFITONS DE CETTE DATE POUR FAIRE ENTENDRE NOTRE DESACCORD ET NOTRE COLERE !

**RENDEZ-VOUS LE 22 OCTOBRE A 9H30
DEVANT L'AGENCE REGIONALE DE
SANTE, 3 boulevard Joffre à Nancy**